

REDONNET Jean-Claude. *Le Commonwealth, politiques, coopération et développement anglophone*. Paris, PUE « Perspectives anglo-saxonnes », 1998, 300 p.

Michel Houndjahoué

Volume 30, Number 3, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704067ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704067ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Houndjahoué, M. (1999). Review of [REDONNET Jean-Claude. *Le Commonwealth, politiques, coopération et développement anglophone*. Paris, PUE « Perspectives anglo-saxonnes », 1998, 300 p.] *Études internationales*, 30(3), 619–621. <https://doi.org/10.7202/704067ar>

transnationalisme et globalisation. Selon l'auteur, il est inutile d'exagérer la portée d'un phénomène qui touche seulement 2 % de la population mondiale totale. Même si l'impact des migrations internationales sur la cohésion sociale d'une société est loin d'être négligeable, c'est la mise en forme, en douceur, d'une citoyenneté « transnationale » qui semble en être la conséquence la plus troublante à long terme.

En somme, je recommande ce livre à tous ceux qui s'intéressent aux relations internationales, à la globalisation et aux migrations internationales. Il couvre d'une façon très originale, historique et comparative, des phénomènes internationaux encore mal connus. En alliant la clarification théorique à l'étude de cas empirique, il nous fournit une analyse très bien documentée de changements interne et externe presque invisibles, sans tomber dans l'exagération et la dramatisation inutile.

Finalement, il démontre que grâce à la présence et au renforcement d'une diaspora transnationale, nous serons, à l'avenir, moins vulnérables au niveau international aux exodes et expulsions de masse, en plus d'être avantagés au niveau national devant l'incertitude de la course de la globalisation. La gestion de ces multiples appartenances au niveau individuel et collectif risque toutefois d'être problématique.

Nicole BOUCHER

*Département de sociologie
Université Laval, Québec*

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le Commonwealth, politiques, coopération et développement anglophone.

REDONNET, Jean-Claude. Paris, PUF
« *Perspectives anglo-saxonnes* », 1998,
300 p.

L'ouvrage comprend quatre parties et chacune d'elles est subdivisée en deux chapitres. Dans la première partie intitulée héritage et modernité, l'auteur a analysé l'évolution de l'empire britannique à la création du Commonwealth basé sur la souveraineté d'États indépendants et souverains ayant en commun un certain nombre d'objectifs à concevoir et à réaliser dans le partenariat. C'est une volonté politique (de la Grande-Bretagne, de ses dominions et colonies) de resserrer par libre choix des liens que Londres avait imposés par la force et de promouvoir un goût de vivre et d'agir ensemble. Ainsi, comme le fait remarquer l'auteur, on est passé successivement de l'empire à l'empire-Commonwealth, au Commonwealth britannique et au Commonwealth des Nations. C'est une association au sein de laquelle les nations conservent leurs particularités, parce qu'elles « sont également le produit de la vision commune qui, en dépit des différences géographiques, religieuses et raciales, fait état de réactions globalement similaires face aux principaux problèmes de l'heure » (p. 41). C'est donc un Commonwealth des indépendances et des transferts de souveraineté, des républiques et des monarchies ayant décidé de s'entendre sur des sujets communs et de mettre en relation des États partageant des précoc-

cupations souvent éloignées entre elles.

Dans la deuxième partie, l'évolution de l'union entre la Grande-Bretagne et ses partenaires du Commonwealth est analysée sous ses aspects constitutionnel, culturel, politique et économique ainsi que le rôle et les influences que les uns et les autres en retirent. Le Commonwealth apparaît ici comme le creuset d'une anglophonie internationale à vocation universaliste dans lequel la langue commune sert à exprimer la diversité des cultures et des identités nationales, mais aussi à créer et à développer des solidarités. Ainsi, selon Jean-Claude Redonnet, la mise en place du Plan de Colombo était un avant-goût de la vocation, la globalisation et l'universalité du regroupement en « faisant de cette « première » l'un des exemples les plus significatifs de ce que le monde était capable de produire pour le bien de ses populations lorsqu'il ne se déchirait pas au nom des idéologies... Le Commonwealth montrait la voie d'un développement fondé sur la coopération » (p. 88). Le Commonwealth est présenté ici comme un groupe de pression et un partenaire politique, économique et culturel avec lequel les grands blocs et les grandes alliances doivent compter. A cet égard, il est davantage présenté comme un arbitre capable de parler au nom des pays du Nord et du Sud, de défendre les ambitions des uns sans léser les intérêts des autres.

Dans la troisième partie, le Commonwealth est analysé comme une organisation internationale à partir de sa structure, son réseau, ses politiques et ses programmes. En tant qu'organisation internationale, il est repré-

senté par son schéma directeur comprenant un Secrétariat responsable de la coordination des stratégies et des opérations ; un Comité directeur composé de hauts responsables politiques et financier ayant pour responsabilité de coordonner le comité des finances et les conseils d'administration et les Sommets composés de chefs de gouvernement qui définissent et adoptent les principes et les objectifs de l'organisation. Le Secrétariat a pour mandat de préparer et d'organiser les sommets qui poursuivent quatre objectifs essentiels : Premièrement, mieux connaître les préoccupations des membres ; deuxièmement, proposer des solutions susceptibles de résoudre les problèmes posés par les membres ; troisièmement, analyser les plans d'action et tracer les lignes directrices des politiques communes et enfin quatrièmement, poursuivre une réflexion sur l'avenir de l'association. Le Commonwealth apparaît surtout dans ses structures et dans ses programmes comme une association d'États, de communautés et de peuples.

Dans la quatrième et dernière partie de cet ouvrage intitulé « Un avenir partagé », l'auteur s'est consacré à l'analyse des activités du Commonwealth face aux questions de développement durable, de droits et de libertés démocratiques. L'intérêt du Commonwealth pour une société démocratique remonte à l'ère post-coloniale, mais c'est surtout vers 1991 qu'il s'est préoccupé « de trouver les moyens adaptés à chaque pays pour réconcilier principes démocratiques et pratiques nationales en notant que les structures ou les notions les plus généralement admises, comme le multipartisme, ne constituaient pas néces-

sairement les réponses que certains pays avaient cherchées jusque-là » (p. 202). Ainsi, entre le Sommet d'Harare en 1991 et la Conférence des parlementaires du Commonwealth de Banff au Canada en 1994, le Commonwealth s'est évertué à mettre en place un programme et des actions pour promouvoir la démocratie et les libertés individuelles, le développement durable et la bonne gouvernance. Il est donc désormais, selon l'auteur, un réseau multilatéral d'aide et de solidarité, une force de progrès et d'équilibre.

Même s'il existe beaucoup d'ouvrages sur le Commonwealth, celui de Jean-Claude Redonnet est très bon. C'est un excellent outil d'information sur la connaissance des fondements, des politiques et des programmes du Commonwealth depuis sa création.

M. HOUNDJAHOUÉ

ENA

Cotonou, Bénin

**For a Strong and Democratic
United Nations, A South
Perspective on UN Reform.**

THE SOUTH CENTRE. *Londres, Zed Books,*
1997, 248 p.

Le principal objectif et l'intérêt de cet ouvrage est de chercher à refléter les points de vue généralement partagés par les pays en développement (PED), ou pays du Sud, concernant la réforme institutionnelle des Nations Unies, afin d'élargir le débat actuel, largement dominé par les points de vue du Nord. Il s'agit également de faire en sorte que le Sud adopte une attitude constructive dans ce domaine, et non plus défensive.

La thèse principale est que l'ONU doit être défendue contre des critiques mal justifiées, que son rôle économique doit être renforcé et revitalisé, son financement mieux assuré, que l'indépendance de son personnel soit mieux protégée.

Pour atteindre ce but, des propositions sont formulées. Le mandat et le rôle de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix et les affaires humanitaires doivent être réaffirmés. L'Assemblée devrait se réunir toute l'année. La composition du Conseil de sécurité doit être « démocratisée » (dans le sens d'une meilleure représentation des PED), le droit de veto aboli ainsi que le statut de membre permanent. Concernant le financement de l'ONU, les contributions des États membres au budget ordinaire devraient être limitées dans une fourchette de 10 à 12,5 %, – le poids de ces contributions à l'égard des quotas de « distribution géographique » du personnel devrait être diminué, – le système des contributions volontaires devrait être réduit et finalement aboli, – des impôts internationaux devraient compléter, et ultérieurement remplacer les contributions obligatoires. Les institutions de Bretton Woods, Banque mondiale et Fonds monétaire international, doivent également être démocratisées. Enfin, l'ONU doit donner priorité aux stratégies de développement et à la politique économique et sociale, ce qui supprimerait, selon cet ouvrage, une des causes principales des catastrophes qui affectent de plus en plus de pays du Sud.

Dans une Première Partie, le livre identifie les problèmes auxquels l'ONU est confrontée. Son Chapitre 1